

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ANZ Group Holdings Limited

Compte de résultat

		2024 en millions de AUD	2023 en millions de AUD
Pour l'exercice clos le 30 septembre	Note		
Produits d'intérêt ¹		60 639	49 904
Charges d'intérêt		- 44 570	- 33 330
Produits d'intérêt nets	2	16 069	16 574
Autres produits opérationnels	3	4 251	3 568
Produits nets d'assurance	3	122	108
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	3	105	221
Résultat opérationnel		20 547	20 471
Charges opérationnelles	4	- 10 741	- 10 139
Résultat avant provision pour dépréciation de prêts et impôt sur le résultat		9 806	10 332
(Provision pour)/reprise sur dépréciation de prêts	14	- 406	- 245
Résultat avant impôt		9 400	10 087
Impôt sur le résultat	5	- 2 830	- 2 953
Résultat de l'exercice		6 570	7 134
Dont :			
Résultat attribuable aux actionnaires de la Société		6 535	7 106
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		35	28
Résultat par action ordinaire (cents)			
De base	7	217,9	237,1
Dilué	7	215,1	227,4
Dividende par action ordinaire (cents)	6	166	175

¹ Comprend les produits d'intérêt de 55 678 millions de AUD pour le Groupe, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, tirés des actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (2023 : 46 895 millions de AUD).

Les notes en pages 99 à 210 font partie intégrante de ces états financiers.

État du résultat global

	2024 en millions de AUD	2023 en millions de AUD
Pour l'exercice clos le 30 septembre		
Résultat net	6 570	7 134
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat		
Titres de participation – Titres de capital à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	- 25	- 27
Autres variations des réserves ¹	- 17	- 80
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat		
Réserve de conversion	- 930	718
Réserve de couverture de flux de trésorerie	2 069	235
Autres variations des réserves	- 774	- 36
Impôt attribuable aux éléments ci-dessus	- 388	- 23
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées ²	- 23	31
Total du résultat global de l'exercice	6 482	7 952
Dont total du résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de la Société	6 457	7 897
Participations ne donnant pas le contrôle ¹	25	55

¹ Le Groupe comptabilise un gain de change attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle de 10 millions de AUD (2023 : 27 millions de AUD).

² La quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées du Groupe qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat du Groupe comprend :

	2024 en millions de AUD	2023 en millions de AUD
Profit/perte à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global imputé(e) aux réserves	- 10	25
Profit/perte au titre des régimes de retraite à prestations définies	- 13	6
Total	- 23	31

Les notes en pages 99 à 210 font partie intégrante de ces états financiers.

Bilan

Au 30 septembre	Note	2024 en millions de AUD	2023 en millions de AUD
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie ¹	9	150 967	168 154
Créances envers ANZ		5 484	9 349
Garanties versées		10 090	8 558
Actifs détenus à des fins de transaction	10	45 755	37 004
Instruments financiers dérivés	11	54 370	60 406
Titres de participation	12	140 549	97 429
Prêts et avances nets	13	803 382	707 044
Réserves obligatoires		665	646
Participations dans les entreprises associées	28	1 444	2 349
Actifs d'impôt exigible		46	114
Actifs d'impôts différés	5	3 254	3 348
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	22	5 511	4 058
Immobilisations corporelles		2 222	2 053
Autres actifs		5 376	5 131
Total de l'actif		1 229 115	1 105 643
Passif			
Dettes envers ANZ		16 188	19 267
Garanties reçues		6 583	10 382
Dépôts et autres emprunts	15	903 554	814 711
Instruments financiers dérivés	11	55 254	57 482
Passifs d'impôt exigible		360	305
Passifs d'impôts différés	5	78	82
Charges à payer et autres passifs	16	17 851	15 097
Avantages du personnel		646	569
Autres provisions	23	1 585	1 717
Émissions de titres de créance	17	156 388	116 014
Total du passif		1 158 487	1 035 626
Actif net		70 628	70 017
Capitaux propres			
Capital social	24	28 182	29 082
Réserves	24	- 1 774	- 1 735
Résultat non distribué	24	43 449	42 148
Capital et réserves attribuables aux actionnaires de la Société		69 857	69 495
Participations ne donnant pas le contrôle	24	771	522
Total des capitaux propres		70 628	70 017

¹. Dont les créances envers ANZ qui correspondent à la définition de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les notes en pages 99 à 210 font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 30 septembre	2024 en millions de AUD	2023 en millions de AUD
Résultat après impôt	6 570	7 134

Ajustements permettant de rapprocher la trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités opérationnelles :		
Provisions pour pertes de crédit attendues	406	245
Dotation aux amortissements	926	923
Résultat de cession d'immobilisations corporelles	-	43
Ajustement net sur dérivés/de change	3 244	3 505
Résultat de cession au titre des activités abandonnées	21	- 29
Autres variations sans incidence sur la trésorerie	21	- 74
<i>Variation nette des actifs opérationnels :</i>		
Garanties versées	- 1 968	4 143
Actifs détenus à des fins de transaction ¹	- 3 204	- 5 888
Prêts et avances nets	- 33 546	- 27 639
Autres actifs	- 294	- 1 706
<i>Variation nette des passifs opérationnels :</i>		
Dépôts et autres emprunts	41 945	21 601
Dettes envers ANZ	- 2 905	5 278
Garanties reçues	- 3 368	- 5 848
Autres passifs ¹	2 104	4 800
Total des ajustements	3 382	- 646
Trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités opérationnelles²	9 952	6 488
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition de Suncorp Bank, nette de la trésorerie acquise	- 4 914	-
Titres de participation :		
Acquisitions	- 84 777	- 52 030
Produits d'instruments cédés/arrivés à échéance	47 542	41 401
Produits de cession, nets de la trésorerie cédée	668	558
Variation nette des participations dans des entités contrôlées	-	- 10
Investissements nets dans d'autres actifs	- 640	- 605
Trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités d'investissement	- 42 121	- 10 686
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dépôts et autres emprunts remboursés/tirés	- 1 014	- 11 105
Émissions de titres de créance ³ :		
Produits des émissions	50 604	44 182
Remboursements	- 25 367	- 23 985
Dividendes versés ⁴	- 5 252	- 4 380
Achat d'actions propres sur le marché	- 126	- 21
Remboursement de passifs au titre des contrats de location	- 309	- 306
Rachat d'actions	- 883	-
Actions préférentielles perpétuelles d'ANZ Bank New Zealand Limited	252	-
Trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités de financement	17 905	4 385
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	- 14 264	187
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	168 154	168 132
Impact des fluctuations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	- 2 923	- 165
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	150 967	168 154

¹ Certains éléments ont été reclassés des « Autres passifs » aux « Actifs détenus à des fins de transaction » afin de mieux refléter les variations des actifs et des passifs opérationnels. Les informations comparatives ont été retraitées en tenant compte de la baisse de 5 865 millions de AUD dans les actifs détenus à des fins de transaction et de l'augmentation proportionnelle dans les autres passifs.

² La trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités opérationnelles du Groupe comprend les intérêts reçus d'un montant de 59 618 millions de AUD (2023 : 48,345 millions de AUD), les intérêts versés d'un montant de 43 476 millions de AUD (2023 : 30 707 millions de AUD) et le paiement de l'impôt sur le résultat d'un montant de 2 925 millions de AUD (2023 : 3 501 millions de AUD).

³ Les variations des émissions de titres de créance sans incidence sur la trésorerie comprennent un profit de 711 millions de AUD (2023 : perte de 2 084 millions de AUD) provenant de variations non réalisées principalement dues à des ajustements de couverture de juste valeur et à des écarts de change pour le Groupe.

⁴ Les décaissements liés à l'acquisition d'actions dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes (*Dividend Reinvestment Plan*, DRP) sont classés dans les dividendes versés.

Les notes en pages 99 à 210 font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau de variation des capitaux propres

Capital social	Réserves	Résultat non distribué	Capital social et réserves attribuables	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
----------------	----------	------------------------	---	---	----------------------------

	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD	aux actionnaires de la Société en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD
Au 1 ^{er} octobre 2022	28 797	- 2 606	39 716	65 907	494	66 401
Impact de la transition vers AASB 17	-	-	- 37	- 37	-	- 37
Résultat de l'exercice	-	-	7 106	7 106	28	7 134
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-	865	- 74	791	27	818
Total du résultat global de l'exercice	-	865	7 032	7 897	55	7 952
Transactions avec les actionnaires agissant en cette qualité :						
Dividendes versés	-	-	- 4 559	- 4 559	- 27	- 4 586
Plan de réinvestissement des dividendes (DRP) ¹	206	-	-	206	-	206
Autres variations des capitaux propres :						
Plans d'achats d'actions et d'options réservés aux salariés	79	-	-	79	-	79
Autres éléments	-	6	- 4	2	-	2
Au 30 septembre 2023	29 082	- 1 735	42 148	69 495	522	70 017
Résultat de l'exercice	-	-	6 535	6 535	35	6 570
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-	- 58	- 20	- 78	- 10	- 88
Total du résultat global de l'exercice	-	- 58	6 515	6 457	25	6 482
Transactions avec les actionnaires agissant en cette qualité :						
Dividendes versés	-	-	- 5 220	- 5 220	- 32	- 5 252
Plan de réinvestissement des dividendes (DRP) ¹	-	-	-	-	-	-
Rachat d'actions ²	- 883	-	-	- 883	-	- 883
Autres variations des capitaux propres :						
Plans d'achats d'actions et d'options réservés aux salariés	- 17	25	4	12	-	12
Actions préférentielles perpétuelles d'ANZ Bank New Zealand Limited ³	-	-	- 4	- 4	256	252
Autres éléments	-	- 6	6	-	-	-
Au 30 septembre 2024	28 182	- 1 774	43 449	69 857	771	70 628

¹ Aucune action n'a été émise dans le cadre du DRP au titre de l'acompte sur le dividende de 2024 et du solde du dividende de 2023 (idem au titre de l'acompte sur le dividende de 2023 ; 8,4 millions d'actions au titre du solde du dividende de 2022). En 2024, les achats d'actions sur le marché dans le cadre du DRP se sont élevés à 535 millions de AUD (2023 : 326 millions de AUD).

² Le 3 juillet 2024, la Société a entamé un rachat d'actions sur le marché pour un montant de 2 milliards de AUD. Cette opération a entraîné l'annulation de 30 millions d'actions (883 millions de AUD) en 2024 et de 1,2 million d'actions supplémentaires (36 millions de AUD) après le 30 septembre 2024, au titre des commandes envoyées, mais non réglées à cette date.

³ Les actions préférentielles perpétuelles émises par ANZ Bank New Zealand Limited, filiale détenue à 100 % par ANZGHL, sont considérées comme des participations ne donnant pas le contrôle du Groupe. Voir la note 24, relative aux capitaux propres, pour de plus amples informations.

Les notes en pages 99 à 210 font partie intégrante de ces états financiers.

Notes aux états financiers consolidés

1. À propos des états financiers

Informations générales

Le présent document correspond aux états financiers d'ANZGHL (ci-après la « Société ») et des entités qu'elle contrôle (ci-après, ensemble, le « Groupe ») pour l'exercice clos le 30 septembre 2024. La Société est une société cotée immatriculée et domiciliée en Australie. Son siège social et son principal lieu d'activités sont situés à l'adresse suivante : ANZ Centre, 833 Collins Street, Docklands, Victoria, Australia 3008. Le Groupe fournit des services bancaires et financiers aux particuliers et aux entreprises et exerce ses activités dans 29 marchés.

Le 7 novembre 2024, les Administrateurs ont arrêté ces états financiers. Les informations sont incluses dans les états financiers uniquement lorsqu'elles sont considérées comme significatives et utiles à la compréhension des états financiers. Une information est considérée significative et utile si, par exemple :

- le montant est significatif (facteur quantitatif) ;
- la nature de l'information est significative (facteur qualitatif) ;

- l'utilisateur ne peut comprendre les résultats du Groupe sans l'information concernée (facteur qualitatif) ;
- l'information est essentielle pour que l'utilisateur comprenne l'impact des évolutions significatives des activités du Groupe durant la période – par exemple, des acquisitions ou des cessions (facteur qualitatif) ;
- les informations concernent un aspect des activités du Groupe qui est important pour sa performance future (facteur qualitatif) ; et
- les informations sont requises par des dispositions du *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) et du *Banking Act 1959* (*Cth*) (loi bancaire australienne) ou par les principaux régulateurs du Groupe, notamment l'Australian Securities and Investments Commission (ASIC) et l'Australian Prudential Regulation Authority (APRA).

Cette section des états financiers :

- présente la base de préparation des états financiers du Groupe ; et
- examine les nouvelles normes ou réglementations comptables ayant un impact direct sur les états financiers.

Base de préparation

Ce rapport est un rapport financier à usage général (*Tier 1*) préparé par une « entité à but lucratif » conformément au référentiel comptable australien et aux autres règlements de l'Australian Accounting Standards Board (AASB), au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), ainsi qu'aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers du Groupe sont présentés en dollars australiens (AUD), qui est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société. Les éléments inclus dans les états financiers de chaque entité du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (la monnaie fonctionnelle). Sauf indication contraire, les montants sont arrondis au million de AUD le plus proche, comme autorisé par l'*ASIC Corporations (Rounding in Financial/Directors Report) Instrument 2016/191*.

Certaines informations comparatives ont été retraitées afin de s'aligner sur la base de préparation de la période en cours.

Méthodes d'évaluation et de présentation

Les informations financières ont été préparées conformément à la convention du coût historique, sauf pour les actifs et passifs suivants, comptabilisés à la juste valeur :

- instruments financiers dérivés et pour la couverture de juste valeur, un ajustement de juste valeur est apporté à l'élément couvert sous-jacent ;
- instruments financiers détenus à des fins de transaction ;
- actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat ; et
- actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Conformément à la norme AASB 119 *Employee Benefits* (Avantages du personnel – AASB 119), les engagements au titre des régimes de retraite à prestations définies sont évalués au moyen de la méthode des unités de crédit projetées.

Principes et méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Société et de toutes ses filiales. Une entité, y compris une entité *ad hoc*, est considérée comme une filiale du Groupe lorsqu'il est déterminé que la Société contrôle cette entité. Le contrôle existe lorsque le Groupe est exposé, ou a des droits, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Le pouvoir est évalué en examinant les droits existants qui confèrent à la Société la capacité actuelle de diriger les activités de l'entité. Lors de la consolidation, les effets de toutes les transactions entre entités du Groupe ont été éliminés.

Conversion des éléments en devises

Transactions et soldes

Les transactions en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle appropriée au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change au comptant. Les profits et les pertes de change sont rapportés en résultat durant la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les écarts de conversion liés à des éléments non monétaires sont considérés comme étant calculés à la juste valeur par le biais du résultat et sont présentés dans le profit ou la perte de juste valeur liés à ces éléments. Les écarts de conversion liés aux éléments non monétaires classés comme des titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont inclus dans les autres éléments du résultat global.

États financiers des activités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est autre que le dollar australien (AUD)

Les états financiers des activités étrangères sont convertis en dollars australiens (AUD) lors de la consolidation selon la méthode suivante :

Éléments en devises	Taux de change utilisé
Actifs et passifs	Taux en vigueur à la clôture
Capitaux propres	Date de la prise de participation initiale
Produits et charges	Taux de change moyen de la période – mais si, pour une transaction importante, il est considéré que le taux moyen n'est pas raisonnable, le taux en vigueur à la date de la transaction est utilisé.

Les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des activités étrangères sont comptabilisés en réserve de conversion dans les capitaux propres. Lorsqu'une activité étrangère est cédée, le montant cumulé des écarts de change est transféré en résultat.

Activités de fiducie

Le Groupe fournit des services de fiducie à des tiers, notamment des services de conservation, de banque dépositaire et des services fiduciaires. Par conséquent, il détient des actifs pour le compte de tiers et prend des décisions portant sur l'acquisition et la cession d'instruments financiers. Lorsque le Groupe n'est pas le bénéficiaire effectif ou ne contrôle pas les actifs, ces transactions ne sont pas comptabilisées dans les présents états financiers, sauf si les normes comptables ou les lois l'imposent.

Estimations et jugements déterminants

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe, la direction a formulé un certain nombre de jugements ainsi que des estimations, et retenu des hypothèses sur des événements passés et futurs. Les notes aux états financiers comportent de plus amples informations sur les estimations et jugements déterminants qui sont considérés comme significatifs au regard des états financiers.

L'économie mondiale reste confrontée à des défis liés aux incertitudes entourant les taux d'inflation et d'intérêt, à des tensions commerciales et géopolitiques persistantes et aux impacts du changement climatique. Tous ces facteurs contribuent à accroître le niveau d'incertitude des estimations nécessaires à la préparation des présents états financiers.

Le Groupe est exposé au risque climatique soit directement par le biais de ses activités, soit indirectement, par exemple dans le cadre de prêts accordés à ses clients. Le risque climatique peut également être à l'origine d'autres risques définis dans notre cadre de gestion des risques. Les risques climatiques les plus significatifs pour le Groupe sont liés aux prêts accordés aux entreprises et aux particuliers, qui contribuent au risque de crédit.

Le Groupe a effectué diverses estimations comptables, dans le présent rapport financier, sur la base de prévisions des conditions économiques, traduisant des anticipations et des hypothèses au 30 septembre 2024 sur les événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances. Ainsi, la formulation de ces estimations fait largement appel au jugement. Les conditions économiques réelles peuvent varier par rapport aux prévisions qui souvent, ne se produisent pas comme anticipé, et l'effet de ces différences peut avoir un impact significatif sur les estimations comptables incluses dans les présents états financiers. Les principales estimations comptables affectées par ces prévisions et les incertitudes associées concernent essentiellement les pertes de crédit attendues et la valeur recouvrable des actifs non financiers.

L'impact de ces incertitudes sur chacune de ces estimations comptables, ainsi que les hypothèses et les jugements relatifs aux autres estimations déterminantes, sont analysés plus en détail dans les notes correspondantes du présent rapport financier. Le lecteur est invité à considérer ces informations à la lumière des incertitudes intrinsèques précitées.

Réforme des taux d'intérêt de référence

La réforme des taux interbancaires offerts (IBOR) constitue un abandon progressif global de ces taux et leur remplacement par des taux sans risque (*risk-free rates*, RFR). Les réformes IBOR ont eu un impact significatif sur le Groupe et sur ses clients, compte tenu des différences fondamentales entre les IBOR et les RFR. En conséquence, le Groupe a mis en place un programme global de transition des indices de référence (*Benchmark Transition Program*, ci-après le « Programme ») afin de gérer les risques opérationnels, juridiques, éthiques, financiers et de marché liés à la réforme IBOR.

Au 30 septembre 2023, le Programme du Groupe était en grande partie achevé. Il comprenait la mise en place des processus, technologies et capacités de production nécessaires pour assurer le bon déroulement des transitions. Conformément aux annonces réglementaires faites en début d'année 2021, la cessation des IBOR, y compris la livre sterling (GBP), l'euro (EUR), le franc suisse (CHF), le yen (JPY), mais aussi les maturités du LIBOR USD à 1 semaine et à 2 mois, a eu lieu le 31 décembre 2021. Ces taux ont été remplacés par d'autres RFR. L'exposition du Groupe à la réforme IBOR était principalement concentrée sur d'autres maturités du LIBOR USD qui ont cessé le 30 juin 2023. La réforme IBOR n'a apporté aucun changement significatif à la stratégie de gestion des risques du Groupe. L'utilisation des taux IBOR dans les nouveaux produits a été progressivement abandonnée conformément aux directives du secteur et des autorités de surveillance. Les activités de transition ont eu peu d'incidence sur le résultat du Groupe.

Afin de soutenir les contrats existants mentionnant ces indices de référence dans le secteur, les maturités USD à 1 mois, 3 mois et 6 mois continueront d'être publiées suivant une méthodologie alternative dite « synthétique ». Le Groupe continue de gérer un petit nombre de contrats de prêts et de produits dérivés dont la transition est gérée avec les clients, ainsi que quelques émissions de titres de créance avec les investisseurs. Ces contrats restants arriveront à échéance ou feront l'objet d'une transition avant la date de cessation synthétique du LIBOR USD, fixée au 30 septembre 2024. Les autres événements de cessation d'indices de référence annoncés qui devraient se produire entre 2024 et 2026 ne devraient pas avoir une incidence significative sur le Groupe.

Normes comptables adoptées pendant la période

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière permanente, sauf indication contraire.

AASB 2023-2 Amendments to Australian Accounting Standards – International Tax Reform – Pillar Two Model Rules (Modification des normes comptables australiennes – Réforme fiscale internationale – Modèles de Règles du Pilier Deux – AASB 2023-2)

En mai 2023, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il mettrait en œuvre des aspects clés du Pilier Deux de la Solution de l'OCDE et du G20 reposant sur deux piliers pour résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie. Cette mesure n'est pas encore en vigueur. D'autres territoires dans lesquelles ANZ opère envisagent également de mettre en œuvre ce système. Le Groupe devrait être concerné par la législation qui en découle. En prévision de l'adoption de la législation, l'AASB a publié en juin 2023 l'*AASB 2023-2 Amendments to Australian Accounting Standards – International Tax Reform – Pillar Two Model Rules* (Modification des normes comptables australiennes – Réforme fiscale internationale – Modèles de Règles du Pilier Deux – AASB 2023-2). Le Groupe a appliqué l'exemption obligatoire prévue au paragraphe 4A de cette norme et applique la norme modificative dans son ensemble à compter du 1^{er} octobre 2023.

Celle-ci prévoit une exemption temporaire obligatoire de la comptabilisation des actifs et passifs d'impôts différés concernant l'impôt sur le revenu sous Pilier Deux. Le Groupe suit l'évolution de la législation qui en découle, mais n'a pas encore déterminé l'impact attendu sur ses états financiers.

Normes comptables non adoptées par anticipation

Des normes, amendements aux normes et interprétations ont été publiés, mais ne sont pas d'application obligatoire dans les états financiers de l'exercice clos le 30 septembre 2023, et n'ont pas été adoptés par le Groupe lors de la préparation de ces états financiers. De plus amples informations sont disponibles ci-après.

COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

En matière de comptabilité de couverture, AASB 9 *Financial Instruments* (Instruments financiers – AASB 9) a introduit de nouvelles exigences qui alignent davantage la comptabilité de couverture sur les activités de gestion des risques relatives à la couverture des risques financiers et non financiers. AASB 9 a permis au Groupe de faire le choix de sa méthode comptable et de maintenir la comptabilité de couverture selon AASB 139 *Financial Instruments: Recognition and Measurement* (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – AASB 139) jusqu'à la finalisation du projet en cours sur la gestion dynamique des risques (comptabilité de macro-couverture) de l'IASB. Le Groupe continue d'appliquer les dispositions relatives à la comptabilité de couverture au titre d'AASB 139.

Normes comptables adoptées pendant la période

Ces normes ont été appliquées de manière permanente pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

AASB 17 *Insurance Contracts* (Contrats d'assurance – AASB 17)

Le 1^{er} octobre 2023, le Groupe a adopté la norme AASB 17 *Insurance Contracts* (Contrats d'assurance – AASB 17), qui définit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des informations des contrats d'assurance, et remplace les normes AASB 4 *Insurance Contracts* (Contrats d'assurance – AASB 4) et AASB 1023 *General Insurance Contracts* (Contrats d'assurance généraux – AASB 1023). Bien que le résultat global comptabilisé au titre des contrats d'assurance n'évolue pas sur la durée du contrat, le calendrier de comptabilisation des produits quant à lui devrait être modifié.

Le Groupe a appliqué la norme AASB 17 à compter du 1^{er} octobre 2022 et a retraité les informations comparatives de la période précédente. Cela s'est traduit par une diminution du résultat non distribué à l'ouverture de 37 millions de dollars au 1^{er} octobre 2022, une augmentation du résultat net (2023 : 8 millions de AUD), une augmentation du total de l'actif (2023 : 22 millions de AUD) et une augmentation du total du passif (2023 : 51 millions de AUD) dans le secteur de la vente au détail en Australie. L'impact sur le résultat par action n'a pas été significatif. Ces ajustements sont principalement dus à l'impact des changements dans le mode de comptabilisation des revenus sur les contrats d'assurance émis et du coût net de la réassurance ainsi qu'à l'évaluation des commissions de réassurance détenues.

Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique

AASB 2021-5 *Amendments to Australian Accounting Standards – Deferred Tax related to Assets and Liabilities arising from a Single Transaction* (Modification des normes comptables australiennes – Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique – AASB 2021-5) modifie AASB 112 *Income Taxes* (Impôts sur le résultat – AASB 112). La norme précise que les entités sont tenues de comptabiliser l'impôt différé sur les transactions pour lesquelles il existe un actif et un passif, et qui donnent lieu aux mêmes différences temporaires imposables et déductibles. Celles-ci peuvent s'appliquer à des transactions telles que des contrats de location et des obligations de démantèlement ou de remise en état. Cette modification a été adoptée par le Groupe à compter du 1^{er} octobre 2023 et n'a pas eu d'incidence significative sur celui-ci.

Réforme fiscale internationale – Modèle de Règles du Pilier Deux

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié en décembre 2021 le Modèle de Règles du Pilier Deux. Cette norme fiscale garantit que les grandes entreprises multinationales paient un taux d'imposition minimum de 15 % dans chacune des juridictions où elles exercent leurs activités. Un certain nombre de pays dans lesquels le Groupe opère ont mis en œuvre ou annoncé leur intention de mettre en œuvre les Règles du Pilier Deux, notamment l'Australie.

Au 30 septembre 2024, le projet de transposition du Pilier Deux a déjà été publié en Australie, sans être adopté ni quasi adopté. Si elles sont adoptées, les Règles du Pilier Deux seront effectives pour le Groupe à compter du 1^{er} octobre 2024.

En prévision de l'adoption de la législation, l'AASB a publié en juin 2023 l'AASB 2023-2 *Amendments to Australian Accounting Standards – International Tax Reform – Pillar Two Model Rules* (Modification des normes comptables australiennes – Réforme fiscale internationale – Modèles de Règles du Pilier Deux – AASB 2023-2). Le Groupe a appliqué l'exemption obligatoire prévue au paragraphe 4A de cette norme et n'a ni comptabilisé ni déclaré d'impôts différés connexes.

Le Groupe a évalué l'impact potentiel de la législation Pilier Deux. Sur la base de cette analyse, à la date du présent rapport et compte tenu des données historiques et pouvant être estimées de façon raisonnable, le Groupe ne devrait pas connaître d'exposition significative aux impôts du Pilier Deux.

Normes comptables non adoptées par anticipation

Des normes, amendements aux normes et interprétations ont été publiés, mais ne sont pas d'application obligatoire dans les états financiers de l'exercice clos le 30 septembre 2024, et n'ont pas été adoptés par le Groupe lors de la préparation de ces états financiers. De plus amples informations sont disponibles ci-après.

AASB 18 *Presentation and Disclosure in Financial Statements* (Présentation et informations à fournir dans les états financiers – AASB 18)

En juin 2024, l'AASB a publié la norme AASB 18 qui actualise et remplace les exigences relatives à la présentation et la communication de l'information financière dans les états financiers. Cette norme introduit de nouveaux sous-totaux définis à présenter dans le compte de résultat

consolidé ainsi que les exigences et les indicateurs de performance définis par la direction en matière de consolidation des informations. Elle entrera en vigueur pour l'exercice commençant le 1^{er} octobre 2027. L'impact de l'adoption de cette norme fait actuellement l'objet d'une évaluation.

Modifications à AASB 9 *Financial Instruments* (Instruments financiers – AASB9) relatives au classement et à l'évaluation

En juillet 2024, l'AASB a publié l'AASB 2024-2 *Amendments to Australian Accounting Standards – Classification and Measurement of Financial Instruments* (Modification des normes comptables australiennes – Classement et évaluation des instruments financiers – AASB 2024-2) qui modifie les exigences relatives au règlement des passifs financiers par le biais d'un système de paiement électronique et à l'évaluation de la nature contractuelle des flux de trésorerie des actifs financiers présentant une dimension environnementale, sociale et de gouvernance d'entreprise, ou tout autre aspect similaire. Ces modifications entreront en vigueur pour l'exercice commençant le 1^{er} octobre 2026. L'impact de l'adoption de cette norme fait actuellement l'objet d'une évaluation.

Obligation locative découlant d'une cession-bail

AASB 2022-5 *Amendments to Australian Accounting Standards – Lease Liability in a Sale and Leaseback* (Modification des normes comptables australiennes – Obligation locative découlant d'une cession-bail – AASB 2022-5) modifie AASB 16 *Leases* (Contrats de location – AASB 16) et spécifie la comptabilisation des paiements variables par les vendeurs-preneurs dans les transactions de vente et de cession-bail. La modification s'appliquera au Groupe à compter du 1^{er} octobre 2024 et n'aura pas d'incidence significative sur celui-ci.

Attestation des Administrateurs

Les Administrateurs d'ANZ Group Holdings Limited déclarent :

- a) qu'à leur avis,
- i) les états financiers et les notes aux états financiers du Groupe sont conformes au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), y compris :
 - A. la section 296, et qu'ils sont conformes au référentiel comptable australien et à toutes autres dispositions du *Corporations Regulations 2001* (règlement 2001 sur les sociétés), et
 - B. la section 297, et qu'ils donnent une image fidèle du Groupe au 30 septembre 2024 et de sa performance pour l'exercice clos à cette date, et
 - ii) les informations publiées dans la déclaration relative aux entités consolidées (*Consolidated Entity Disclosure Statement*) requises par l'article 295(3A) du *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) et figurant aux pages 211 à 213 du rapport financier sont exactes et correctes, et
 - iii) il existe des motifs raisonnables de penser que la Société sera à même de s'acquitter de ses dettes lorsqu'elles deviendront exigibles ;
- b) que les notes aux états financiers du Groupe comprennent une déclaration indiquant que ses états financiers et notes aux états financiers sont conformes aux IFRS ; et
- c) qu'ils ont reçu les déclarations requises par la section 295A du *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) ; et
- d) qu'ils estiment avoir des motifs raisonnables de penser que la Société sera à même de s'acquitter de ses dettes lorsqu'elles deviendront exigibles.

Signé conformément à une résolution des Administrateurs.

Paul D O'Sullivan
Président

Shayne C Elliott
Directeur général

Le 7 novembre 2024

Aux actionnaires d'ANZ Group Holdings Limited Rapport sur l'audit du rapport financier Opinion

Nous avons audité le rapport financier d'ANZ Group Holdings Limited (la « Société »).

À notre avis, le rapport financier ci-joint de la Société donne une image fidèle de la situation financière du Groupe au 30 septembre 2024 et de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), au référentiel comptable australien et aux *Corporations Regulations 2001* (règlement 2001 sur les sociétés).

Le rapport financier comprend :

- le bilan au 30 septembre 2024 ;
- le compte de résultat, l'état du résultat, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- la déclaration relative aux entités consolidées (*Consolidated Entity Disclosure Statement*) et la base de préparation associée au 30 septembre 2024 ;
- les notes, y compris les principales méthodes comptables ; et
- l'attestation des Administrateurs.

Le Groupe est composé d'ANZ Group Holding Limited et des entités qu'elle contrôlait à la clôture ou ponctuellement durant l'exercice.

Fondement de l'opinion

Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes d'audit australiennes (*Australian Auditing Standards*) et internationales. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des auditeurs concernant l'audit du rapport financier » du présent rapport.

Nous sommes indépendants du Groupe, conformément au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) et aux règles d'éthique du code de déontologie des professionnels comptables (incluant les normes internationales d'indépendances) APES 110 (*Code of Ethics for Professional Accountants (including Independence Standards)*) de l'Accounting Professional and Ethical Standards Board (APES) (ci-après le « Code ») qui couvrent notre audit du rapport financier en Australie. Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces règles.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit que nous avons identifiés sont :

- les provisions pour pertes de crédit attendues ;
- la subjectivité et la complexité de l'évaluation de certains instruments financiers détenus à la juste valeur ;
- la valeur comptable des participations dans PT Bank Pan Indonesia (PT Panin) ;
- les systèmes d'information et les contrôles ; et
- l'acquisition de Suncorp Bank.

Les points clés de l'audit désignent les éléments que nous jugeons les plus importants pour notre audit du rapport financier de l'exercice considéré.

Ces points ont été pris en compte dans le cadre de notre audit du rapport financier pris dans son ensemble et afin de fonder notre opinion. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ce rapport pris isolément.

Provisions pour pertes de crédit attendues (4 555 millions de AUD)

Pour en savoir plus, se reporter à la note 14 du rapport financier.

Point clé de l'audit

Les provisions pour pertes de crédit attendues constituent un point clé de l'audit en raison de l'importance que revêtent les soldes des prêts et avances pour les états financiers du Groupe et de la complexité inhérente de ses modèles de pertes de crédit attendues appliquées pour évaluer les provisions correspondantes. Ces modèles reposent sur des données et des estimations, y compris des scénarios économiques et des hypothèses clés fondés sur des pondérations probabilistes, telles que la définition de ce qui serait une augmentation significative du risque de crédit.

AASB 9 *Financial Instruments* (Instruments financiers – AASB 9) exige que le Groupe évalue les pertes de crédit attendues de manière prospective, en tenant compte de divers facteurs économiques. Le Groupe procède à des ajustements temporaires de pertes de crédit attendues pour tenir compte de ses limites connues ou des tendances émergentes dans ses portefeuilles de prêts. Nous exerçons un degré significatif de jugement lors de la remise en question des scénarios économiques et des ajustements discrétionnaires et temporaires apportés par le Groupe.

En raison de l'incertitude accrue liée à l'impact des perspectives économiques et de son impact sur les clients, un degré de subjectivité supplémentaire ainsi que de nouveaux jugements sont appliqués au modèle du Groupe, conduisant ainsi à davantage de travaux sur ce point.

Notre réponse

Dans le cadre de nos procédures d'audit relatives aux provisions pour pertes de crédit attendues, nous avons notamment évalué les principales méthodes comptables au regard des exigences de la norme comptable. En outre, nos procédures incluent également le test des principaux contrôles clés du Groupe relatifs :

- aux processus de gouvernance, de contrôle et de validation du modèle de pertes de crédit attendues, ce qui impliquait d'évaluer sa performance ;
- à l'évaluation et à l'approbation des hypothèses macroéconomiques prospectives et des pondérations des scénarios, dans le cadre de processus de remise en question, appliqués aux processus de gouvernance interne ;
- au rapprochement des données utilisées dans le calcul des pertes de crédit attendues avec les soldes bruts comptabilisés dans le grand livre et les systèmes sources ;
- à la note de crédit d'un client, élément clé de l'augmentation significative du risque de crédit pour les prêts de gros (prêts non accordés aux particuliers). Dans le cadre des procédures, nous avons notamment considéré les éléments suivants : l'approbation de nouvelles facilités de crédit par rapport aux politiques de prêt du Groupe, le contrôle de la qualité de crédit des contreparties par rapport aux critères d'exposition du Groupe au regard des facteurs inhérents à la contrepartie ou des facteurs macroéconomiques externes, et la vérification de l'exactitude et du respect des délais dans l'évaluation des notes de crédit des clients et des indicateurs de sécurité par rapport aux exigences des politiques de prêt et aux dispositions réglementaires ;
- aux contrôles du système d'information qui recensent les arriérés de prêts aux particuliers, regroupent les expositions en catégories de défaillance et recalculent les différentes provisions. Nous avons testé les calculs automatiques et les contrôles de la conduite du changement, et évalué la surveillance des portefeuilles par le Groupe, en portant une attention particulière au contrôle du suivi des défaillances.

Par ailleurs, nous avons testé les contrôles généraux informatiques relatifs aux principales applications informatiques utilisées aux fins de l'évaluation des provisions pour pertes de crédit attendues, comme précisé ci-après, dans la section « Systèmes d'information et contrôles » des points clés de l'audit.

Outre le test des contrôles, nous avons :

- acquis une compréhension approfondie des processus du Groupe visant à déterminer le montant des provisions pour pertes de crédit attendues, évalué les méthodes de ses modèles de pertes de crédit attendues par rapport aux pratiques de marché établies et aux critères des normes comptables ;
- effectué un échantillon d'évaluation de crédit pour des prêts de gros jugés à haut risque ou dépréciés, gérés par l'équipe d'experts en restructuration et en recouvrement du Groupe, et un échantillon d'autres prêts, en se concentrant sur les expositions plus importantes d'après le Groupe montrant des signes de détérioration, ou sur des domaines de risques émergents ;
- pour chaque prêt de l'échantillon, remis en question l'évaluation de la note de crédit du client et de l'indicateur de sécurité réalisée par le Groupe, en nous appuyant sur la situation financière du client, la valorisation des titres et, le cas échéant, le risque d'actifs échoués, afin d'orienter notre évaluation globale de la recouvrabilité du prêt et de l'impact sur la provision pour crédit. Pour ce faire, nous avons utilisé les informations incluses dans le dossier du prêt, les revues de portefeuille, les études sectorielles, les notations externes et les publications du Groupe, nous nous sommes renseignés sur les faits et circonstances propres à l'affaire avec le chargé de relations ;
- exercé notre jugement, en nous fondant notamment sur notre compréhension des secteurs concernés et de la conjoncture macroéconomique, comparé les données et hypothèses utilisées par le Groupe dans les évaluations de la recouvrabilité avec des sources externes, telles que les notations de crédit externes, les états financiers audités publiés et les évaluations externes comparables de garanties détenues. Le cas échéant, nous avons évalué le calendrier prévu des flux de trésorerie futurs dans le cadre des valorisations sous-jacentes, validé les plans d'affaires, et remis en question les hypothèses clés sur lesquelles reposaient les évaluations ;
- évalué, en collaboration avec nos consultants spécialistes des risques de crédit, l'exactitude des estimations du modèle de pertes de crédit attendues du Groupe en recalculant de manière indépendante, pour un échantillon de prêts, la provision pour pertes de crédit attendues à l'aide de nos outils et en la comparant au montant comptabilisé par le Groupe ;
- remis en question, en collaboration avec nos experts en économie, les hypothèses et scénarios macroéconomiques prospectifs intégrés aux modèles de pertes de crédit attendues du Groupe. Nous avons également comparé ses prévisions en matière de PIB, de taux de chômage, d'indices des prix à la consommation et de l'immobilier aux informations macroéconomiques pertinentes accessibles au public, et avons pris en compte d'autres variables connues ainsi que les informations obtenues dans le cadre de nos autres procédures d'audit afin d'identifier les indicateurs contradictoires ;
- testé la mise en œuvre de la méthode d'augmentation significative du risque de crédit du Groupe en effectuant de nouveau les calculs derrière la classification d'un échantillon de prêts en tenant compte des évolutions de la note de crédit des clients concernés depuis l'origination du prêt, puis en comparant nos résultats à la classification appliquée au niveau de chaque compte dans le modèle de pertes de crédit attendues du Groupe ;
- évalué l'exactitude des données utilisées dans les modèles de pertes de crédit attendues en vérifiant un échantillon de champs de données, tels que le solde du compte et la note de crédit du client dans les systèmes sources concernés ; et
- évalué le caractère approprié des informations du Groupe figurant dans le rapport financier en se fondant sur la compréhension acquise à l'issue de nos tests et vis-à-vis des exigences des normes comptables.

Nous avons remis en cause les hypothèses clés des composantes des ajustements temporaires réalisés par le Groupe. Nous avons notamment :

- évalué les ajustements temporaires au regard du modèle de pertes de crédit attendues du Groupe et des insuffisances de données identifiées par les processus de validation dudit modèle du Groupe, à la lumière, notamment, de l'extrême volatilité des scénarios économiques ;
- comparé les données sous-jacentes utilisées dans l'identification du risque de concentration et les provisions sur le cycle économique aux caractéristiques du portefeuille sous-jacent de l'historique de pertes récent, des conditions de marché actuelles et des risques inhérents aux portefeuilles de prêts du Groupe ;
- évalué certains ajustements temporaires identifiés par le Groupe sur la base d'informations internes et externes ; et
- évalué l'exhaustivité des ajustements temporaires en vérifiant la cohérence des risques identifiés dans les portefeuilles de prêts au regard de l'évaluation du Groupe.

Subjectivité et complexité de l'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur :

- Juste valeur des positions d'actif de niveau 3 : 1 740 millions de AUD
- Juste valeur des positions de passif de niveau 3 : 15 millions de AUD
- Juste valeur des positions d'actif de niveau 2 : 151 186 millions de AUD*
- Juste valeur des positions de passif de niveau 2 : 99 882 millions de AUD*

* Ce point clé de l'audit couvre nos procédures d'audit pour les notes structurées, les dérivés (principalement les *swaps* annulables et les contrats d'option de change) et les ajustements de juste valeur (ajustement de l'évaluation de crédit et ajustement de l'évaluation du financement) des instruments de niveau 2, dont l'importance a été déterminée à l'aide de modèles d'évaluation plus complexes.

Pour en savoir plus, se reporter à la note 19 du rapport financier.

Point clé de l'audit

La juste valeur des instruments financiers de niveau 3 et de certains instruments de niveau 2 du Groupe est déterminée par leur utilisation de techniques d'évaluation qui impliquent souvent l'exercice du jugement et le recours à des hypothèses et des estimations.

L'évaluation des instruments financiers de niveau 3 et 2 détenus à la juste valeur constitue un point clé de l'audit, du fait :

- du fort degré d'incertitude des estimations et de l'étendue potentiellement significative des résultats raisonnablement associés à l'évaluation des instruments financiers de niveau 3, pour lesquels les informations tarifaires importantes, utilisées dans les modèles et la méthodologie d'évaluation, ne sont pas observables ;
- de la complexité et de la subjectivité liées aux modèles d'évaluation du Groupe concernant certains instruments dérivés de niveau 2, se traduisant par une augmentation du degré d'incertitude des estimations.

Ces facteurs ont augmenté le niveau de jugement que nous avons appliqué ainsi que nos travaux d'audit à cet égard.

Pour assister les membres expérimentés de notre équipe dans le traitement de ce point clé de l'audit, nous avons fait appel à nos experts en évaluation qui comprennent les méthodes, les hypothèses et les données relatives à l'évaluation des instruments financiers du Groupe.

Notre réponse

Les procédures d'audit que nous avons mises en œuvre pour traiter ce point clé de l'audit sont les suivantes :

- évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur par le Groupe afin d'identifier les portefeuilles ayant un risque plus élevé d'anomalies du fait des jugements significatifs émis dans le cadre de l'évaluation, en raison de données non observables ou de modèles complexes/subjectifs ;
- test de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés spécifiquement relatifs à ces instruments financiers, tels que les contrôles relatifs :
 - à la vérification indépendante des prix, y compris l'exhaustivité des portefeuilles et les données d'évaluation soumises à la vérification,
 - à la validation des modèles au moment de leur mise en place et de façon périodique, y compris l'évaluation des limites des modèles et des hypothèses,
 - à la revue, à l'approbation et à la remise en question des pertes et profits journaliers, par une fonction de contrôle,
 - au processus de gestion des garanties, y compris la revue et l'approbation du rapprochement des marges avec les chambres de compensation, et
 - à la revue et à l'approbation des ajustements de juste valeur, y compris le prix de sortie et les ajustements au niveau du portefeuille ;
- dans le cadre de l'évaluation subjective de certains instruments financiers de niveau 2 et 3, avec l'aide de nos experts en la matière :
 - évaluation du caractère raisonnable des informations et hypothèses clés au moyen des données comparables sur le marché et des alternatives disponibles,
 - comparaison de la méthodologie d'évaluation du Groupe avec la pratique du secteur et les critères définis par les normes comptables, et
 - réévaluation indépendante de certains instruments financiers et des ajustements de juste valeur du Groupe. Ceci implique la recherche d'informations indépendantes provenant de données comparables sur le marché et d'alternatives disponibles. Nous avons remis en question et évalué toute différence constatée ;
- évaluation du caractère approprié des informations du Groupe figurant dans le rapport financier en se fondant sur la compréhension acquise à l'issue de nos tests et vis-à-vis des exigences des normes comptables.

Valeur comptable des participations dans PT Bank Pan Indonesia (« PT Panin ») (1 415 millions de AUD)

Pour en savoir plus, se reporter à la note 28 du rapport financier.

Point clé de l'audit

La valeur comptable de la participation du Groupe dans PT Panin constitue un point clé de l'audit en raison des conditions susceptibles d'accroître le risque de dépréciation de cet investissement, ainsi que du risque de prévisions inexactes ou d'un éventail plus large de conséquences possibles à prendre en considération, notamment :

- la présence des indicateurs de perte de valeur lorsque la valeur comptable de la participation dans PT Panin dépasse la juste valeur diminuée des coûts de la vente à plusieurs reprises au cours de l'exercice ;
- la volatilité historique du prix du marché des actions de PT Panin ; et
- la présence d'une dépréciation ayant déjà été comptabilisée au cours des périodes précédentes.

La présence de ces conditions nous a obligés à faire preuve d'un plus grand jugement pour analyser les méthodes d'évaluation du Groupe ainsi que la valeur de placement associée déterminée par le Groupe.

Nous avons fait appel à nos experts en évaluation pour assister les membres expérimentés de notre équipe dans l'évaluation de ce point clé de l'audit.

Notre réponse

Dans le cadre de nos procédures, en collaboration avec nos experts en la matière, nous avons notamment évalué :

- le caractère approprié de la méthode de détermination des valeurs recouvrables appliquée par le Groupe au regard des exigences des normes comptables ;
- la méthode de détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la liquidité du prix de l'action sur le marché à la date de clôture, compte tenu de la volatilité historique du prix du marché des actions, en toute indépendance ;
- les résultats de la méthode d'évaluation de la valeur d'utilité du Groupe, de façon indépendante. Pour cela, nous avons notamment :
 - évalué l'intégrité du modèle utilisé, y compris l'exactitude des formules de calcul sous-jacentes,
 - évalué les hypothèses clés du Groupe utilisées dans le modèle en les rapprochant d'indicateurs externes disponibles, de nos expériences et de nos connaissances des marchés et des pratiques actuelles du marché,
 - développé, de manière indépendante, des fourchettes de taux d'actualisation – constituant ainsi une donnée comparable – à l'aide d'informations de marché disponibles dans le cas d'entités comparables, ajustées au regard de facteurs spécifiques aux participations ainsi qu'aux marchés et au secteur dans lequel elles exercent leurs activités,
 - confronté les résultats prévisionnels qui figurent dans le modèle avec les plans financiers de PT Panin, les résultats financiers publiés et au regard des éléments de marché disponibles,
 - évalué l'exactitude des prévisions antérieures afin d'éclairer notre évaluation des prévisions actuelles intégrées au modèle, et
 - évaluer la sensibilité du modèle en faisant varier les hypothèses clés, dans une fourchette possible raisonnable. Cette procédure visait à identifier les hypothèses présentant un risque plus élevé de biais ou d'incohérence dans leur application et à cibler nos procédures ultérieures ;
- le caractère approprié des informations du Groupe figurant dans le rapport financier en se fondant sur la compréhension acquise à l'issue de nos tests et vis-à-vis des exigences des normes comptables.

Systèmes d'information et contrôles

Point clé de l'audit

Le Groupe utilise dans le cadre de ses activités un grand nombre de systèmes et de technologies de l'information complexes et interdépendants pour traiter et enregistrer un volume élevé de transactions. Les contrôles d'accès et les changements des systèmes d'information pertinents ainsi que leur exploitation sont essentiels à l'enregistrement de l'information financière et à la préparation d'un rapport financier pour donner une image fidèle et sincère de la situation financière et de la performance du Groupe.

Tandis qu'ils ont une incidence sur l'enregistrement et le reporting des transactions financières du Groupe, les systèmes d'information et les contrôles constituent un point clé de l'audit, et notre approche d'audit peut être sensiblement différente selon l'efficacité du fonctionnement de nos contrôles informatiques. Nous collaborons étroitement avec nos experts en informatique à cet égard.

Notre réponse

Nos tests se sont concentrés sur (i) les environnements de contrôle technologique des principales applications informatiques (systèmes) utilisées pour traiter les transactions financières importantes et comptabiliser les soldes dans les grands livres, et (ii) les contrôles automatisés intégrés à ces systèmes reliant les processus opérationnels basés sur la technologie. Dans le cadre de nos procédures d'audit, en collaboration avec nos experts en informatique, nous avons notamment :

- évalué la gouvernance et les contrôles de niveau supérieur de l'ensemble des environnements informatiques concernés, y compris la définition, la revue et la sensibilisation en matière de politiques, ainsi que les pratiques en matière de gestion des risques informatiques et de cybersécurité ;
- testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés du Groupe relatifs :
 - à la gestion des accès utilisateurs, y compris la manière dont les utilisateurs sont intégrés, contrôlés et la manière dont l'accès aux principales applications informatiques et l'infrastructure connexe leur est retirée, en temps utile. Nous avons également testé le contrôle exercé sur la gestion des rôles et des fonctions privilégiés dans les applications correspondantes et dans l'infrastructure sous-jacente,
 - à la conduite du changement dans la gestion des systèmes qui ont un rapport avec l'élaboration de l'information financière, y compris l'autorisation d'apporter des modifications avant le développement, la réalisation des tests, les approbations avant la migration dans l'environnement de production des principales applications informatiques. Nous avons évalué le caractère approprié des utilisateurs ayant accès aux modifications apportées aux environnements de production des applications informatiques, et
 - aux accès au système et à la surveillance de la planification des tâches par lot ;
- testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés liés aux processus métier clés, y compris les contrôles relatifs à la mise en œuvre de la séparation des tâches visant à éviter les conflits nés de rôles mal associés dans les applications informatiques. Nous avons effectué des tests sur les contrôles clés portant sur :
 - les systèmes de configuration mis en œuvre pour réaliser les calculs et la cartographie des transactions financières, l'identification des opérations devant être préalablement approuvées ainsi que les contrôles automatisés relatifs au rapprochement (entre les systèmes et au sein de chacun d'eux), et
 - l'intégrité des données du système principal de reporting utilisé dans le cadre de nos procédures d'audit et dans la rédaction de nos rapports financiers.

Acquisition de Suncorp Bank

Pour en savoir plus, se reporter à la note 36 du rapport financier.

Point clé de l'audit

Le 31 juillet 2024, le Groupe a acquis la totalité des actions SBGH Limited, la société holding immédiate de Suncorp Bank, pour un montant total de 6,2 milliards de AUD. Cette transaction est un point clé de l'audit en raison de l'ampleur de l'acquisition et de son impact sur les états financiers du Groupe.

Nous nous sommes concentrés sur la recouvrabilité du goodwill provisoire comptabilisé au titre de la transaction entamée deux ans avant la date de règlement.

Nous avons fait appel aux membres expérimentés de notre équipe, dont nos experts, afin d'évaluer ce point clé de l'audit.

Notre réponse

Nous avons notamment :

- évalué l'approche comptable de l'acquisition du Groupe par rapport aux critères et aux exigences des normes comptables ;
- lu les accords de transaction sous-jacents afin de comprendre les termes clés de l'acquisition du Groupe, la nature des actifs et des passifs acquis, ainsi que la contrepartie versée ;
- testé la juste valeur provisoire des prêts et avances acquis, et des dépôts et autres emprunts repris, parmi les autres éléments du bilan acquis, au regard des enregistrements sous-jacents de SBGH au 31 juillet 2024 ainsi que la comptabilisation de leurs montants à la juste valeur ;
- évalué la contrepartie versée en fonction des accords de transaction sous-jacents et au regard des preuves de paiement ;
- en collaboration avec nos experts en évaluation, évalué la détermination de la recouvrabilité du goodwill provisoire comptabilisé du Groupe, notamment en :
 - appréhendant l'évaluation de la dépréciation du goodwill provisoire du Groupe,
 - remettant en question les hypothèses clés utilisées par le Groupe, en nous appuyant sur les paramètres externes observables, notre expérience, notre connaissance du secteur ainsi que les pratiques actuelles du marché, et
 - évaluant la sensibilité du modèle utilisé par le Groupe en faisant varier les hypothèses clés dans une fourchette possible raisonnable ; et
- évalué le caractère approprié des informations du Groupe figurant dans le rapport financier en se fondant sur la compréhension acquise à l'issue de nos tests et vis-à-vis des exigences des normes comptables.

Autres informations

Les autres informations sont des informations financières et extra-financières dans le rapport annuel d'ANZ Group Holdings Limited, qui sont fournies en plus du rapport financier et du rapport des auditeurs. Les Administrateurs sont responsables des autres informations.

Notre opinion sur le rapport financier ne couvre pas les autres informations, de fait, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit et ne formulons aucune conclusion d'assurance y afférente, exception faite du rapport relatif aux rémunérations et de nos opinions sur ce rapport.

Dans le cadre de notre audit du rapport financier, il nous appartient de prendre connaissance des autres informations. Ce faisant, nous examinons si les autres informations présentent des incohérences significatives avec le rapport financier ou les connaissances que nous avons acquises durant l'audit, ou si elles semblent comporter des anomalies.

Si nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous devons la signaler. Sur la base des travaux que nous avons effectués sur ces informations, obtenues avant la date du présent rapport d'audit, nous n'avons pas de commentaire à formuler.

Responsabilités des Administrateurs concernant le rapport financier

Les Administrateurs sont responsables de :

- la préparation du rapport financier donnant une image fidèle et sincère de la situation financière du Groupe. Cette préparation doit être réalisée dans le respect du *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) et en conformité avec le référentiel comptable australien et aux *Corporations Regulations 2001* (règlement 2001 sur les sociétés) ;
- la mise en œuvre des contrôles internes nécessaires, conformément au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), pour permettre la préparation d'un rapport financier donnant une image fidèle et sincère et ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ; et
- l'évaluation de la capacité du Groupe et de la Société à poursuivre leur exploitation et le caractère approprié de l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Ils doivent notamment divulguer, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Groupe et la Société ou de cesser leur activité, ou s'il n'existe aucune autre alternative réaliste.

Responsabilités des auditeurs concernant l'audit du rapport financier

Notre objectif est :

- d'obtenir une assurance raisonnable que le rapport financier dans son ensemble ne comporte pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ; et
- d'émettre un rapport d'audit incluant notre opinion.

Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit australiennes (*Australian Auditing Standards*) et internationales permette de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur le rapport financier.

Nos responsabilités concernant l'audit du rapport financier sont plus amplement décrites sur le site Internet de l'Auditing and Assurance Standards Board : https://www.auasb.gov.au/admin/file/content102/c3/ar1_2020.pdf. Cette description fait partie de notre rapport d'audit.

Ces responsabilités concernent également notre audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit.

Rapport sur le rapport relatif aux rémunérations

Opinion

Nous certifions que le rapport relatif aux rémunérations d'ANZ Group Holdings Limited pour l'exercice clos le 30 septembre 2024 est conforme à la section 300A du *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) et est préparé, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la base de préparation jointe au rapport relatif aux rémunérations.

Responsabilités des Administrateurs

Les Administrateurs de la Société sont responsables de la préparation et de la présentation du rapport relatif aux rémunérations, conformément à la section 300A du *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) et à la base de préparation connexe.

Nos responsabilités

Nous avons audité le rapport relatif aux rémunérations figurant inclus aux pages 48 à 89 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 30 septembre 2024.

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ce rapport, sur la base de l'audit que nous avons effectué conformément aux normes d'audit australiennes (*Australian Auditing Standards*).

KPMG

Maria Trinci
Associée

Melbourne
Le 7 novembre 2024